

# OUGANDA

## Crise oubliée, dommages irréversibles

*Au cours des 17 dernières années le nord et l'est du pays ont souffert d'un conflit armé qualifié par le secrétaire général adjoint des Nations Unies chargé des Affaires humanitaires de « crise oubliée ». Dans le contexte de la guerre entre les troupes gouvernementales et les guérilleros de l'Armée de Résistance du Seigneur (Lord's Resistance Army – LRA), les atrocités les plus brutales ont été commises et les droits humains de plus de 2 millions de personnes ont été violés. La résolution de ce conflit exige une intervention internationale urgente.*

### DENIVA

David Obot

### Incidence du conflit

Depuis 17 ans, la population du nord et de l'est de l'Uganda se trouve au cœur d'un conflit dévastateur.<sup>1</sup> L'incidence de la guerre inclut la violation et le déni des droits humains à la vie, à la nourriture, à l'abri, à la santé, à l'éducation, à la sécurité personnelle et à l'accès aux ressources publiques et internationales pour 2 millions de personnes. Désespoir et insécurité accablent la population. Les enfants nés ou élevés dans cet environnement n'ont pas d'avenir, et de fait, ne sont guère en mesure de survivre au présent : depuis 1996, quelque 20.000 enfants ont été enlevés pour servir dans la guérilla, et près de 2 million ont été déplacés.<sup>2</sup>

### *Enlèvements, viols, meurtres*

Les personnes enlevées sont attachées ensemble par la cheville, forcées de porter de lourdes charges et de marcher pendant près de 8 heures par jour, sans repos, jusqu'à ce qu'elles atteignent le camp de Nichitu, dans le sud Soudan.<sup>3</sup> Dès leur arrivée, elles commencent à recevoir une instruction militaire rudimentaire. Tout enfant qui tente de s'échapper est tué ou sévèrement puni.<sup>4</sup>

---

<sup>1</sup> Les populations des districts directement affecté par les déplacements internes massifs sont les suivantes : Nord Ouganda : Apac (676.244), Gulu (468.407), Kitgum (286.122), Lira (757.763), Pader (293.679) ; Est Ouganda : Kaberamaido (122.924), Katakwi (307.032), et Soroti (371.986) ; soit un total de 3.284.157, c'est-à-dire 13% du total des 24,7 millions de la population. Les populations des districts affectés en raison de leur proximité avec les zones d'opération des insurgés sont les suivantes : Nord Ouganda : Adjumani (201.493), Arua (855.055), Kotido (596.130), Moroto (170.506), Moyo (199.912), Nakapiripirit (153.862), Nebbi (433.466), Yumbe (253.325), soit un total de 2.863.749, c'est à dire 12% de la population. Bureau des Statistiques, Ouganda, 2001.

<sup>2</sup> *The Monitor*, 26 octobre 2003, p. 1.

<sup>3</sup> « Andrew Akera, 13 ans, avait été enlevé en 2001.. Il rappelle que, durant l'enlèvement, les enfants enlevés avaient les jambes entravées et le camp avait été incendié. Chaque enfant portait près de 40 kg d'objets pillés, et devait marcher pendant près de huit heures. Ils se sont arrêtés deux heures pour cuisiner. Les enfants enlevés mangeaient des feuilles, tandis que les commandants rebelles mangeaient du poisson, de la viande et de la farine. Ils dormaient dans la brousse. Pendant un mois, les enlèvements d'enfants et les pillages se sont poursuivis, et par la suite, les enfants furent tous envoyés au camp Nichitu dans le sud Soudan. » *The Monitor*, 19 November 2003, p.15.

<sup>4</sup> « Des ordres étaient donnés pour que quiconque essayait de s'échapper soit tué. Une fois[Andrew Akera] avait été fouetté sur tout le corps pour tentative de fuite et laissé pour mort jusqu'au lendemain. » *The Monitor*, 19 november 2003, p.15.

Les filles sont violées tant par les commandants de la LRA que par les soldats du gouvernement. Les autres actes d'agression incluent la mutilation des adultes et des enfants, des embuscades contre des véhicules et la destruction des maisons, des récoltes et des infrastructures.

Le conflit a vu les formes de massacres les plus cruels. Selon les estimations, plus de 23.520<sup>5</sup> personnes ont été tuées, tandis que 2 millions se sont rendues dans les camps de personnes déplacées internes (PDI).<sup>6</sup> Dans un seul camp, on compte près de 10.000 enfants.<sup>7</sup>

### *Education*

Il n'y a pas d'écoles dans les camps PDI. Même si les infrastructures éducatives nécessaires existaient, elles seraient massivement surchargées, et sous la crainte constante d'attaques de la LRA, ce qui génère un climat peu propice à l'étude. Il y aurait aussi des problèmes pour le recrutement d'enseignants et l'acquisition de matériels didactiques. L'incidence négative du conflit sur l'éducation primaire a également conduit à une baisse de la production agricole. Une étude menée par Deininger et Okidi montre qu'il y a une relation forte entre les années d'éducation primaire et la valeur de la production agricole (une hausse de 5% pour chaque année de fréquentation de l'école primaire par le chef de famille).<sup>8</sup> Les années d'enseignement primaire perdues impliquent donc une baisse de la production agricole.

### *Santé*

La malnutrition, le paludisme, le VIH/SIDA, la tuberculose et les traumatismes psychologiques sont courants. Dans les camps PDI, il y a peu d'hygiène,<sup>9</sup> presque pas de médicaments disponibles et les gens meurent de faim plutôt que de courir le risque de s'aventurer en dehors des camps pour chercher de la nourriture. L'eau est un luxe : il y a un forage pour couvrir les besoins d'environ 30.000 personnes.

Les populations ne sont pas en mesure de cultiver des variétés qui contribueraient à assurer la sécurité alimentaire et à fournir un régime alimentaire équilibré.<sup>10</sup> Elles dorment sans moustiquaires, de sorte que la multiplication des parasites du paludisme n'est pas contenue. Par ailleurs, il y a un très faible approvisionnement en médicaments pour le traitement du paludisme. Ces mauvaises conditions sanitaires entraînent un taux élevé de décès : on a enregistré tous les jours, en moyenne, 100 décès dus au paludisme, à la rougeole à des diarrhées et à des infections respiratoires dans 10 camps abritant 220.000 personnes.

En plus du grand nombre de viols, un rapport de Gulu Social and Counselling Organisation (GUSCO) a révélé que après que les filles enlevées ont été secourues et suivies médicalement, 85% se retrouvaient contaminées par des maladies sexuellement transmissibles

<sup>5</sup> Dorsey, Jet S Opeitun. *The net Economic Cost of the Conflict tin the Acholiland Sub-Region of Uganda*. Kampala: Civil Society Organisations for Peace in Northern Uganda (CSOPNU). 2002, p.7.

<sup>6</sup> The Monitor, 20 novembre 2003, p.1.

<sup>7</sup> Oloch, James « 16,000 IDPs at Bala Stock Farm lack medical services and 10,000 children were not attending school. » *The New Vision*, 10 novembre 2003.

<sup>8</sup> Deininger, Klaus and John Okidi. "Rural Households, Incomes, Productivity and Non-Farm Enterprises" dans: *Uganda's Recovery : The Role of Farms, Firms and Government*. Banque mondiale, Regional and Sectoral Studies. octobre 1991, pp. 123-174.

<sup>9</sup> Les responsables du district de Gulu rapportent que 250 personnes partagent une latrine dans les camps IDP. *The Monitor*, 1 novembre, 2003, p.4.

<sup>10</sup> *The Sunday Monitor*, 16 novembre 2003, pp.14-15.

(MST. En raison de la forte corrélation entre les MST et le VIH/SIDA, il est à craindre que la plupart des filles soient séropositives.

#### *Impact sur l'économie nationale*

Selon les estimations de la coalition CSOPNU (Civil Society Organisations for Peace in Northern Uganda), le conflit a coûté au pays environ 3% de son produit national brut (PNB) annuel, soit environ 1,33 milliard de dollars US au cours des dernières 17 années. Les coûts principaux découlent des fortes dépenses militaires et de la perte de recettes d'exportation pour des matières premières telles que le coton, le tabac et le simsim (graines de sésame), produits dans la zone de conflit. Des opportunités de développement sont également perdues, comme dans le cas de l'aide internationale pour quatre hôpitaux régionaux qui a dû être annulée en raison du manque de sécurité.<sup>11</sup>

Le gouvernement a injecté des ressources pour tenter d'organiser les populations déplacées dans des camps PDI. Les camps eux-mêmes ne sont pas à l'abri des attaques de la LRA. Plus de 2 millions de personnes vivent dans ces camps et il est très difficile de pourvoir à leurs besoins de base.

#### **Efforts en vue de la résolution du conflit**

Au début des années 90, des pourparlers de paix avaient été initiés entre le gouvernement et la LRA. Le Ministre d'Etat qui, à l'époque, était en charge des districts du nord, représentait le gouvernement et était allé jusqu'à tenir des réunions avec des représentants de la LRA. Cependant cette initiative échoua car le Gouvernement exigeait des rebelles qu'ils rendent leurs armes dans un délai donné. La LRA refusa de se plier à cette condition et reprit ses activités insurrectionnelles, qui se poursuivent à ce jour. Le Gouvernement tenta, par la suite, de vaincre la LRA en signant un traité militaire avec le Gouvernement soudanais (Operation Iron Fist) qui devait permettre à l'UPDF (Uganda People's Defence Forces) de poursuivre les combattants de la LRA sur le territoire soudanais pour détruire leurs bases. Ceci a jusqu'ici, eu peu d'effet.

Il y a eu d'autres efforts de paix. L'Amnesty Act de 2000 accordait l'amnistie aux rebelles qui rendraient leurs armes et permettait leur réinstallation. Sur 50.000 rebelles estimés, seuls 10.000 ont, jusqu'ici, profité de la loi d'amnistie, selon la Commission en charge de l'amnistie. La loi a expiré le 31 décembre 2003 et le mandat de la Commission a pris fin le 17 janvier 2004. La Presidential Peace Commission a tenté, sans succès, de rencontrer les représentants de la LRA.<sup>12</sup>

Des organisations de la société civile et des particuliers ont également essayé d'initier des pourparlers de paix. En 2001, une initiative de paix locale conduite par le Père Tarcicio et le Chef «Rwot» Joseph Oywak a tenté de persuader la LRA d'entamer des négociations. Cependant, l'UPDF a lancé une attaque lors d'une rencontre et l'initiative fut abandonnée. L'ARLPI (Acholi Religious Leaders Peace Initiative) avait également réussi à rencontrer les représentants de la LRA, et la Commission Justice et Paix de l'Archidiocèse de Gulu est en train d'essayer de négocier. Ce qui ressort de toutes ces tentatives, c'est l'absence manifeste d'un mécanisme central de coordination de la paix.

<sup>11</sup> Les Japonais ont dû annuler des subventions pour la réhabilitation d'hôpitaux dans les districts de Yumbe, Moyo et Adjumani, pour cause d'insécurité.

<sup>12</sup> *The New Vision*, 25 octobre 2003, p.3.

Au niveau national, 34 députés de la région nord ont quitté la Chambre des députés en signe de protestation contre l'incapacité du gouvernement à mettre fin aux souffrances de la population.<sup>13</sup> Le Président Yoweri Kaguta Museveni a accordé une audience aux parlementaires et, actuellement, diverses milices locales sont entraînées pour défendre les populations dans différents villages.

La sécurité humaine exige l'engagement de la communauté internationale. Lors d'une récente visite, le secrétaire général adjoint des Nations-Unies chargé des Affaires humanitaires a reconnu que ce conflit était « une crise oubliée ». La ministre de la Coopération au développement des Pays-Bas a également fait savoir au Président que l'option militaire n'avait pas réussi à instaurer la paix et qu'elle avait l'intention de faire campagne au sein de l'Union européenne pour amener les parties en guerre à la table de négociation.<sup>14</sup> Il est également nécessaire de porter une attention cruciale sur le Soudan. Bien que le gouvernement soudanais le démente,<sup>15</sup> la LRA a des bases dans le sud Soudan, dont elle reçoit un appui.

## Conclusion

Il n'y a pas de coordination effective des mécanismes de résolution des conflits. Ce n'est pas le moment de chercher les responsables de cette situation. D'autres options méritent d'être examinées:

- L'engagement du Conseil de Sécurité de l'ONU, qui prendrait en compte les préoccupations relatives au fait que la LRA a des bases en dehors des frontières de l'Ouganda.
- Des négociations directes à travers une tierce partie ou un processus supervisé par la communauté internationale.
- Le développement, par le Gouvernement, d'une politique de gestion des catastrophes et consolidation de la paix.
- La sensibilisation par le Gouvernement, la société civile, les médias et les leaders d'opinion, pour faire prendre conscience par les populations de la dimension nationale, régionale et internationale de ce conflit.
- La prorogation de l'amnistie, qui a pris fin le 31 Décembre 2003.
- Une assistance humanitaire urgente.
- Un vaste programme pour la réhabilitation et le développement.

Quoique les dommages soient irréversibles, il est impératif de trouver une solution à cette situation géopolitique complexe. Un cadre juridique pour la résolution des conflits, la cohérence et l'engagement font cruellement défaut.

## Références

Reinikka, Ritva and Paul Collier, Eds. *Uganda's Recovery: The Role of Farm, Firms and Government*. Washington DC: World Bank.2001.

*The Monitor*, Kampala. The Monitor Publications Ltd.

*The New Vision*, Kampala. The New Vision Printing and Publishing Co. Ltd.

Uganda Bureau of Statistics, 2001. Kampala.

<sup>13</sup>*The Monitor*, 20 novembre 2003, p.1.

<sup>14</sup>*The Monitor*, 15 octobre 2003, p.4.

<sup>15</sup>*The Monitor*, 25 October 2003, p.1.